

LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

ORGANE SOCIALISTE HEBDOMADAIRE.



Pas de droits
Sans devoirs.

AN-ARCHIE—COLLECTIVISME—MATÉRIALISME.

Pas de devoirs
Sans droits.

ABONNEMENTS.

FRANCE un an 10 francs.— 6 mois 5 fr. 50
ESPAGNE id. 20 réaux id. 11 réaux.
ETRANGER id. id. (port en sus) id. id. (p. e. s.)

PRIX DU NUMÉRO

Un demi réal.

ABONNEMENTS.

FRANCE 3 mois 3 francs. 1 mois 1 franc.
ESPAGNE id. 6 réaux. id. 2 réaux.
ETRANGER id. id. port en sus id. (id. p. e. s.)

Les abonnements partent du 1.^{er} et du 15 de chaque mois; les manuscrits ne sont pas rendus.

Barcelonne le 10 Juin 1873.

AU LECTEUR.

Nous ne ferons pas de programme. Au moment de l'action ce ne sont pas de théories qui sont nécessaires, ce sont des moyens d'unifier et de généraliser le mouvement.

Lés principes qui serviront de bases à la société nouvelle naîtront de la pratique des choses, jailliront après la victoire de l'organisation même de la collectivité des travailleurs.

Aujourd'hui que les conservateurs de tous les pays se coalisent pour écraser la revendication du travail, il est essentiel que les opprimés se coalisent contre l'exploitation du capital. Dans presque tous les pays l'entente est possible et les esclaves modernes se tendent la main; la France seule est isolée. On fait de plus en plus le vide autour d'elle; on ne veut pas que nos amis opprimés apprennent même ce que leurs frères d'Europe font ou vont faire pour la commune émancipation. Placés en Espagne au centre du mouvement, en relation avec tous les groupes révolutionnaires, nous avons résolu de faire pénétrer quand même des nouvelles dans notre pays, de faire passer sous les yeux de nos frères la relation des efforts que l'ont fait ici, afin qu'ils s'organisent, se préparent et que la révolution dont la péninsule va être le théâtre s'étende en France à leur profit.

Nous le répétons, nous ne sommes pas des doctrinaires, nous ne nous posons pas en faiseurs de constitutions. Un simple trait d'union, voilà ce que nous voulons être; rien de moins, rien de plus.

Maintenant que l'on connaît le motif qui nous a poussés à faire paraître cette feuille. Nous devons avertir que nos noms ne paraîtront plus dans ce journal. Ce n'est pas on le pense pour fuir la moindre responsabilité, mais le journal anonyme et collectif est à notre point de vue le seul qui puisse être l'organe du peuple et qui échappe au danger de devenir le piédestal de quelque ambitieuse personnalité. Que ceux

qui verraient là une lâcheté se rassurent ils trouveront derrière chaque article un homme de cœur à qui parler.

Charles ALERINI.
Paul BROUSSE.
Camille CAMET.

LA SITUATION.

Nous assistons à l'époque où nous vivons aux derniers moments de la Bourgeoisie, à l'agonie d'un monde qui s'en va. Ces derniers temps la classe moyenne a non seulement perdu la notion même de son existence, mais elle s'agite en désespérée ne sachant qu'elle est la meilleure résolution qu'il faut prendre; déjà elle se divise, elle est en pleine décomposition.

En France, les hommes qui composent la bourgeoisie se demandent avec anxiété quel régime sera le plus favorable à leur conservation. Ils ont perdu confiance en eux-mêmes. Les gouvernements, ils les ont tous essayés en moins d'un siècle; monarchie légitime, monarchie constitutionnelle, démocratie impériale, républiques conservatrice et bourgeoise, tous ne les ont pas plus garantis contre l'ouragan révolutionnaire que la tente de l'arabe balotée par les sables du Sahara. En présence des progrès incessants du parti de la Révolution, après la guerre franco-prussienne, au moment de la Commune de Paris, ils se sont regardés tremblants, éperdus et comme un navire qui enfonce jette du lest, ils ont jeté par dessus bord tous leurs intérêts dynastiques, leurs ambitions qui les tenaient tant à cœur, leurs préférences gouvernementales; ils ont fait la part du feu et pour conserver leur exploitation sociale ils ont abandonné une partie de leur exploitation politique. Sacrifice inutile, peine perdue. Jusqu'au suffrage universel qui faisait si bien leurs affaires au bon temps de l'empire, qui leur envoyait les champions les plus avancés du radicalisme bourgeois. Aveuglés par le danger qui

menace leurs personnes, leur famille, leurs propriétés, leur civilisation, ils ont déchiré le pacte qu'ils avaient conclu à Bordeaux sur le terrain de la république conservatrice, ils rejettent toutes les nuances du parti républicain, Thiers, le petit Thiers, lui-même est sacrifié dans l'universelle terreur. La nouvelle de la chute d'Adolphe a réjoui le monde du travail; un parti est perdu quand il tire sur ses propres troupes, quand il tire sur son chef.

L'agonie de la civilisation bourgeoise est en Espagne encore plus avancée. Ici rien ne tient plus du monde bourgeois, tout s'écroule, Armée, Justice, Finances... tandis que les forces révolutionnaires sont ici en plein développement. On voit déjà sous les coups d'épaule du peuple ce nouveau Samson, les colonnes du temple qui s'ébranlent.

En Italie s'organise et s'agit un peuple révolutionnaire et vaillant. Pendant que dans la personne d'un vieillard le catholicisme, cette religion si favorable à la domination bourgeoise disparaît, les grandes villes tressaillent comme à toutes les grandes époques de l'histoire. Qu'ils en prennent leur parti les hommes de la classe moyenne, les lois sociales sont inflexibles, leur 93 a sonné. Ils peuvent jouir encore de quelques mois de réaction, mais le sort de la noblesse, leur sœur aînée les attend. L'Espagne révolutionnaire se lève, qu'elle entre avec assurance dans la voie de l'avenir, et ni la France, ni l'Italie ne lui feront défaut. Les races latines si décriées, que l'on faisait presque mortes, étonneront le monde avant qu'il soit longtemps. La bourgeoisie est un cadavre déjà en putréfaction, une forte secousse et ses membres disloqués se disperseront à tous les vents.

LA POLITIQUE DESTRUCTIVE.

Le TRAVAIL est la loi de l'univers. Tous les corps qui existent, tous les corps qui tombent sous nos sens, qu'ils soient inorganiques, organisés ou sociaux, doivent obéir à cette loi suprême. Travailler, produire, accomplir une fonction utile, telle est la raison d'être de toute collectivité. La bourgeoisie ne produit plus; elle est de nos jours une classe inutile et parasite, elle doit disparaître. Le prolétariat fournit tout ce qui est nécessaire à l'existence humaine, tout ce qui est utile aux besoins de la civilisation moderne, le moment est venu pour lui d'arriver à son émancipation. Le monde du travail peut répéter à son profit les paroles prononcées par le monde bourgeois à une des plus belles époques de notre histoire:

Qu'est le prolétariat? Rien.

Que doit il être? Tout.

Ce que nous avançons ici est d'une vérité si incontestable, que nous pourrions rester inactifs, les bras croisés, abrutis par la misère, que l'évolution naturelle des phénomènes sociaux nous conduirait seule à notre émancipation. Mais avons-nous le temps d'attendre? N'avons-nous pas assez enduré de siècles de souffrance? Peut-on toujours attendre alors qu'on est sans pain? Répondez vous tous que la domination du patron écrase! Répondez, hommes exploités, enfants atrophiés, femmes vendues! Répondez, fils du travail, toi qui es inscrit parmi les frais de production dans les colonnes du *Doit* et *Avoir* de son Grand-

livre, entre les prix des matières premières et le coût des transports!

Non, direz vous, notre misère a atteint les limites du possible.

Heureusement que la volonté humaine si énergique souvent dans ses manifestations peut agir sur les événements et en précipiter le cours. Renverser violemment les obstacles que le Progrès rencontre sur sa route, qui ralentissent sa marche et qu'il n'userait que peu à peu, c'est faire de la Révolution. Nous sommes de ceux qui veulent briser ces obstacles, qui désirent déblayer au Progrès la route de l'avenir. A notre sens, l'Évolution serait trop lente, nous voulons la Révolution.

Pour arriver au but qu'il se propose d'atteindre, c'est à dire, à son émancipation complète, le prolétariat a deux missions à remplir: détruire de fond en comble, dans toutes ses manifestations la civilisation bourgeoise, et constituer sur ses ruines un monde nouveau, le monde du travailleur. Quant à ce qui concerne les principes de la réorganisation, nous les exposerons ici quand le moment sera venu. Il va sans dire que nous ne prétendons pas proposer nos conceptions personnelles, nous ne sommes plus un temps où un système social sortait tout formé du cerveau d'un seul homme comme à l'époque des Saint-Simon, des Fourier, des Cabet et même des Louis Blanc. Nous vivons dans un moment où la Révolution est entrée dans la période pratique de son existence. Aujourd'hui le prolétariat s'est créé des organes propres pour défendre ses intérêts: il a une organisation collective conforme aux lois de sa vie et aux fonctions qu'il est appelé à remplir. Partout les congrès et les sociétés ouvrières se succèdent, l'Association Internationale des Travailleurs couvre le monde de ses sections. C'est du sein même du peuple, du sein de la collectivité ouvrière, que sortiront et que doivent sortir les principes de la réorganisation. Aujourd'hui seulement l'heure de détruire a sonné; ce n'est pas encore de construction; c'est de destruction qu'il s'agit. Le mot de la situation est: POLITIQUE DESTRUCTIVE.

La civilisation bourgeoise possède un cortège d'Institutions qui soutiennent ses intérêts, et qu'il nous faut détruire à tout-prix sous peine de maintenir nous-même la constitution actuelle de la société. Ce qui fait sa première et sa plus grande force c'est notre esclavage social. Avec l'héritage, le patronat, la propriété individuelle et le capital la bourgeoisie nous maintient dans une telle subordination économique que toutes les réformes politiques quelles qu'elles soient resteraient pour nous lettre morte. C'est cet assujettissement du travailleur qui lui permet de défendre son organisation, de placer et de conserver sur nos têtes ce tyran qu'on appelle l'État. Tout le reste, suffrage universel, justice bourgeoise, police, armée, éducation, parlementarisme... etc., ne sont que des procédés secondaires dont elle se sert pour défendre l'État, son palladium. Avec le suffrage universel dont elle sait se servir, soit qu'il l'avertisse du danger qui la menace comme pour l'élection Barodet, soit qu'elle le fasse tourner à son profit comme à l'époque des plébiscites impériaux; elle arrive à la constitution de l'État; avec l'armée, la police, la magistrature, l'éducation... etc., elle en assure la défense. C'est donc surtout à la destruction de l'État que doivent tendre

nos efforts. Pour arriver à ce but tous les moyens possibles doivent être les nôtres. Ils nous appellent la Barbarie et se disent la civilisation? Eh bien, soit, c'est la guerre barbare qu'il nous faut.

Ainsi donc, la Révolution ne consiste pas comme le croient les plus avancés des réformateurs politiques à changer le jeu de quelques institutions; à remplacer un roi par un président, une chambre par deux, un système électoral par un autre, notre asservissement économique rendrait toujours pour nous ces moyens illusoirs.

La Révolution ne consiste pas non plus à s'emparer du *pouvoir*, à constituer un certain *État populaire* comme le désirent certaines écoles socialistes. Nous ne ferions ainsi qu'un changement de personnes, un chassé-croisé d'ambitions; avec le fond des choses l'exploitation persisterait.

Nous ne voulons ni réformer l'État, ni le conquérir, nous voulons le détruire. Aujourd'hui le travailleur ne peut avoir qu'une seule politique,

LA POLITIQUE DESTRUCTIVE.

CORRESPONDANCE D'ITALIE.

Bologne le 29 Mai 1873.

Compagnons :

A peine venions nous de serrer la main de nos frères Costa, Cofiero, Malatesta, Faggioli, etc., rendus enfin à la liberté à peine commençons nous à espérer que le gouvernement convaincu de l'inutilité de ses poursuites, et persuadé qu'en arrêtant quelques révolutionnaires on n'arrête pas la marche de la Révolution, lui laisserait en paix suivre son développement progressif et régulier, que nous apprenons qu'à Rome d'autres compagnons viennent d'être emprisonnés. Buzzi, Guocchi, Zanardelli, Petrello, Melchiori Piva, sont sous les verrous. Leur crime, dit la Justice du roi GALANTUOMO, est d'avoir excité à la guerre, et attenté à l'ordre social.

Loin de nous affaiblir et de nous décourager, ces persecutions tournent à notre avantage; nous sortirons de ces luites retrempez et mieux disposés que jamais à combattre à outrance pour le triomphe de la Justice révolutionnaire.

Chaque cheveu qu'on arrache à un International, c'est une tête de bourgeois qui tombera. Felicitons nous en.

Le bourgeois Ghibellini, fondateur, et maire de San Giovanni in Perniceto, vient de faire arrêter quinze de ses ouvriers pour avoir osé demander une diminution d'heures de travail, et une augmentation de salaire. Les autres ont été expulsés de l'endroit. Signalez son nom au prolétariat, et qu'on s'en souvienne.

La chute du petit Thiers a été accueillie en Italie avec beaucoup de joie par les socialistes. Thiers qui représentait la transaction réciproque entre les partis une fois disparu, c'est le *Statu quo* qui disparaît. Nous avons confiance dans l'avenir de ce grand pays qui s'appelle la France, et nous avons la conviction

que notre cause ne peut que gagner à tous ces changements de la bourgeoisie.

Le *statu quo* peut endormir les peuples; la réaction les réveille, et c'est toujours chose terrible que le réveil d'un peuple.

Paris de la Commune ne souffrira pas la dictature militaire en paix. Pas de plaintes. C'est indigné d'un International. On nous craint. Nous sommes donc la force. Préparons nous, et à notre poste. L'heure sonnera bientôt.

Salut et Révolution sociale.

CONGRÈS DE L'UNION MANUFACTURIÈRE.

Le 1 et le 2 Juin a eu lieu à Barcelonne un Congrès extraordinaire de l'Union manufacturière. Quatre vingts délégués représentants plus de 30000 ouvriers occupés dans l'art du tissage y ont pris part.

Le but était: Déterminer l'attitude que doit prendre l'Union enue des circonstances actuelles.

Deux courants d'idées s'y sont manifestés. D'après les uns les ouvriers devaient attendre patiemment de la sagesse des Cortes et du gouvernement des réformes sociales qu'ils ne manqueraient pas de leur accorder progressivement. Suivant les autres au contraire la classe ouvrière devait prendre elle-même l'initiative des réformes qu'elle croyait possibles, profiter de toutes les circonstances pour les réaliser, et se maintenir dans un état continuel de lutte jusqu'à la complète émancipation du prolétariat. C'est cette opinion qui a triomphé.

Par conséquent, il a été décidé qu'on commencerait par exiger la fixation de la journée de travail à 8 h et qu'une grève générale de toute l'Union serait déclarée dès que le moment sera opportun. On exigera en même temps: augmentation et régularisation des salaires; réformes hygiéniques dans les dispositions des ateliers; réglementation meilleure du travail des femmes enfants et vieillards.

Le Congrès a eu même temps décidé qu'on enverrait une dépêche au président de la République demandant «des armes pour la classe ouvrière afin que le travailleur puisse lui-même défendre ses droits». Mais le Président de la République est un avocat, qui n'a pas voulu comprendre, et il a répondu par ce télégramme. «Nous avons envoyé depuis la proclamation de la république 10000 fusils en Catalogne pour combattre les carlistes, et nous en faisons un nouvel envoi.» La classe ouvrière savait à quoi s'en tenir, et s'attendait à cette réponse évasive. Elle n'ignore pas que les républicains bourgeois la redoutent bien plus qu'ils ne craignent les bandes de pillards de Santa Cruz et de Savalls. Mais elle a tenu encore une fois à constater le fait et à démontrer à ceux qui ont encore confiance dans les pouvoirs autoritaires ce qu'il out à attendre de leur part.

Enfin quoique, sans lui donner le caractère officiel d'une résolution du Congrès, la majorité de ses membres décida qu'on adresserait aux Cortes une communication à peu près conçue en ces termes:

«Si comme la plus part d'entre vous le proclament, vous êtes socialistes, prouvez nous-le non plus avec de vaines promesses de réformes mensongères, mais en abolissant la propriété individuelle de la terre et des grands instruments de travail. Nous nous engageons à en rembourser la valeur une fois pour toutes, et par annuités aux détenteurs actuels. Mais si, votre socialisme ne va pas jusques là nous vous déclarons que le jour prochain où nous pourrons sans votre concours implanter ces réformes, nous ne serons plus disposés à faciliter la transition par des indemnités.»

COSAS DE ESPAÑA.

Les Cortés Espagnoles viennent de s'ouvrir. Habités à voir les hommes pour lesquels la politique est un métier, faire défection à leur parti, c'est sans surprise que nous avons lu dans le discours d'ouverture rédigé par Mr. Castelar et prononcé par Mr. Figueras au nom du gouvernement cette phrase : *« La République espagnole n'a rien de commun, avec la Révolution européenne. »*

En montant au pouvoir le premier acte de Mr. Castelar, fut de demander à la presse républicaine *étrangère* son appui. Elle ne le lui a certes pas marchandé. Aujourd'hui Mr. Castelar va humblement mendier auprès des cours européennes une reconnaissance parépiété; celles qui tiennent la dragée haute. Et l'ancien membre de la Ligue de la Paix et de la Liberté sur le drapeau de laquelle était inscrite cette devise: *République Universelle — Etats unis d'Europe*, brûlant de qu'il avait adoré, se voit obligé de leur promettre d'arrêter la contagion révolutionnaire qui ravage la péninsule, de l'empêcher de franchir les barrières, de la circonscrire à cette partie de l'échiquier Européen que s'appelle l'Espagne. Pour peu, il eut fait bâtir les murailles de la Chine au sommet des Pyrénées si elles eussent pu détenir l'idée, s'il eut cru pouvoir la mettre au cachot.

C'est là la condamnation officielle de cette dernière métamorphose de la bourgeoisie humanitaire et libérale. Il n'y a plus de place pour cette classe; c'est en vain qu'elle essaye de se galvaniser, c'est en vain qu'elle essaye de se donner un vernis avec les idées nouvelles. La solution s'approche il faut choisir: Pour la révolution ou contre la révolution. Il n'y a pas de place au milieu. Rappelons nous avec plaisir à cette occasion la sagacité des travailleurs du Congrès de Bâle qui prévirent ce qui arrive en repoussant les fallacieuses avances de la fameuse Ligue.

Mais il faut d'autres gages de la part de la réaction républicaine à la réaction monarchiste. Il faut que le nouveau gouvernement dans le concert européen se mette au diapason, donne sa note *l'ordre*.

L'ordre tel que le Czar le faisait régner à Varsovie, l'ordre comme le nerf de Sedan qui en répondait, l'appliquait à Aubin et à la Ricamarie, l'ordre comme Mac-Mahon qui l'a rétabli à Paris le garantit à Versailles. Le Gouvernement de Mr. Castelar et C.^{ie} a en vain essayé de l'offrir aux puissances étrangères comme don de joyeux avènement de la République espagnole, témoin Igualada. Mr. Castelar et Figueras les deux principaux personnages de cette comédie politique, usés en trois mois, tombent aujourd'hui. La république espagnole n'est pas reconnue. La révolution... la révolution tous ces tiraillements en arrière la poussent en avant!

Les Cortés viennent de déclarer en principe que la forme de la république sera la Fédérale. Nous qui savons avec quelle réserve nous devons accueillir les réformes qui viennent d'en haut nous qui n'avons jamais vu rien sortir de révolutionnaire des corps délibérants, nous nous garderons de partager l'enthousiasme que cette nouvelle a réveillé dans l'esprit de quelques travailleurs. Nous avons encore présent à la mémoire l'expulsion récente de nos amis du territoire de la République fédérale Suisse, et nous savons quelles institutions, comme la loi du dimanche, abrite la Drapeau fédéral des Etats-Unis. Et nous n'ignorons pas quel est dans ces pays la sort des travailleurs. La nouvelle Fédérale vient de nommer son Président. Cet acte donnera la mesure de la façon dont sera comprise la Fédération. Nous sommes encore loin de la Fédération des Collectivités agricoles et industrielles.

Les hordes carlistes continuent à infester le Nord de l'Espagne avec un succès croissant. Les fusillades et les incendies continuent à marquer leurs étapes. Mais le général Nouvilas a formé un plan qui doit en avoir bientôt raison. Ce plan, il ne peut le divulguer, c'est son secret, c'est là la garantie du succès. Mais Nouvilas a son idée, Nouvilas a son plan, et l'Espagne peut dormir tranquille. Le nouveau Trochu se débarrassera sans doute des carlistes si on le laisse faire avec le même succès que le gouverneur de Paris chassa les prussiens. Cela démon-

trera une fois de plus qu'en dehors de la véritable organisation révolutionnaire du peuple armé il n'y a point de salut.

L'armée du général Velarde en garnison à Igualada vient de se soulever contre ses officiers aux cris de *Vive la Fédérale!*

Le général Velarde avait été placé par le Gouvernement de la République à la tête des forces militaires de Catalogne pour rétablir la discipline dans l'armée, et l'ordre sans doute dans la province.

Ses tentatives de répression, ses mesures de sévérité impopulaires et peu justifiées avaient tout en produisant un calme et un ordre apparents indisposé tout à fait ses soldats. La goutte d'eau destinée à faire verser le vase qu'aucune tempête ne semblait agiter, vint tomber vendredi dernier. — Les soldats du général Velarde ne voulurent plus être ni des esclaves ni des prétoires; ils voulurent être des hommes libres au service d'une idée, la Liberté, à la défense exclusive de laquelle ils sont certainement disposés à se vouer.

Les provocations d'un officier qui menaça quelques soldats de son revolver furent la cause occasionnelle du conflit. Peut-être cette provocation obéissait-elle à un mot d'ordre, puisque de l'aveu même du général, celui-ci *« avait averti tous les officiers de se tenir sur leur gardes, car il avait, dit-il, connaissance d'un complot tramé par les soldats pour assassiner tous leurs chefs. »*

A cette menace suivie croyons-nous d'effet, car on nous assure que l'officier tua un soldat, les compagnons de celui-ci qui étaient sur les rangs les rompirent, se servirent de leurs armes, et le mouvement d'une compagnie du régiment de las Navas s'étendit à tout le corps d'armée.

Une lutte entre officiers et soldats s'engagea aux cris de *Vive la fédérale*, et Abas les galons! Disons tout de suite qu'il n'y a eu à déplorer qu'un petit nombre de victimes des deux côtés.

Le général Velarde fit battre le rappel; deux cents gendarmes, une compagnie du régiment de Mérida, et quatre du régiment de Madrid seulement, accoururent, mais ils se refusèrent unanimement à combattre les *« séditieux »* contre les quels voulait les conduire M. Velarde. Il résolut alors d'aller demander main forte au général Padià, qui se trouvait à la tête d'une colonne aux environs d'Igualada; mais les soldats de Padià déclarèrent également d'une façon très-énergique que jamais ils ne feraient feu sur leurs frères.

Le Général dut alors se retirer avec les quelques compagnies qui consentaient à le protéger, mais non à le suivre à l'attaque. Il envoya sa démission au Gouvernement, et se rendit à Gêlide. C'est là que le rencontra samedi matin le général Cabrinetty qui à la tête de cinq cents gardes nationaux de Barcelonne et accompagné d'une commission formée des délégués des différents comités de la ville, se rendit sur les lieux pour faire une enquête.

Une information est commencée qui démontrera sans doute une fois de plus si elle est faite de bonne foi, l'incompatibilité de cette vieille institution qu'on appelle l'armée permanente, avec les idées de dignité humaine et de liberté qui germent partout dans les masses. Les hommes commencent à ne plus vouloir se laisser mouvoir comme des ressorts. Ils veulent agir avec conscience de leurs actes. Le général Velarde a du rendre à ses soldats un hommage qui peut-être jettera quelque lumière aussi sur les causes de leur conduite. Interrogé par un député provincial si ses troupes se battaient bien contre les carlistes. « Elles s'élancent avec tant d'ardeur contre l'ennemi quand elles le rencontrent, répondit-il, qu'en cela même elles manquent à la discipline. »

Le gouvernement républicain a fait ce que pouvait faire un gouvernement. Informé de ces faits, il a télégraphié à Velarde. « Nous n'acceptons pas votre démission. Sévisez contre l'insurrection. — Nous vous donnons pleins pouvoirs. » Mais il avait oublié cette fois qu'il était sans force contre la force. Hélas la fameuse colonne qui jusqu'ici a soutenu les pouvoirs, commence à s'ébranler. L'autorité trébuche...